

L'ÉTAT ET LE MARCHÉ AU BRÉSIL INTRODUCTION

Les 9 et 10 décembre 1993, quatre-vingts chercheurs latino-américanistes, sociologues, économistes et géographes, se sont réunis à Chantilly, à l'occasion du colloque annuel du GREITD¹. Ce colloque avait pour thème : "L'État et le marché en Amérique latine : nouvelles lignes de partage, nouvelles interactions" et était organisé conjointement avec l'AFSAL, le CREPPRA et l'ERSI², avec l'appui des universités de Paris III, Paris XIII et de Picardie.

Parmi les quatre-vingts participants, la moitié étaient latino-américains, une douzaine Brésilien, quinze (dont trois Brésiliens) sont venus spécialement d'Amérique latine pour participer au colloque.

Le colloque a fait le point sur les changements récents affectant les rapports entre l'État et le marché et sur ceux unissant les domaines public et privé, en s'attachant dans un premier temps, plus particulièrement, à l'aspect économique de ces questions. Plus que le retrait de l'État, déjà partiellement remis en cause, ce sont les "aller-retours" de l'État (dérèglementation-règlementation) qui ont été au centre de l'analyse, comme on peut le voir ici dans les contributions d'Ana Maria Kirschner, de Cesar Ricardo Siqueira Bolaño, de Paulo Kliass et enfin de Claudio Dedecca. Un des buts du colloque était de discerner les conséquences de ces changements sur d'autres relations sociales (démocratisation, compétition politique, rôle des syndicats...), comme le souligne l'article de Mauricio Dias David et de Benício

1. Groupe de recherche sur l'État, l'internationalisation des techniques et le développement : 6 rue Duméril, Paris XIII. Le GREITD est un groupe de recherche qui regroupe une cinquantaine de chercheurs latino-américanistes de la région parisienne. Il est présent dans plusieurs universités (Paris-IEDES, Paris III-IHEAL, Paris X, Paris XIII) et se réunit toutes les deux à trois semaines sur la base de textes distribués à l'avance. Son président est Bruno Lautier, professeur de sociologie à l'IEDES.

Ce colloque faisait suite aux colloques tenus à Buenos Aires (Argentine) en 1989, à Amiens en 1990, à Salvador de Bahia (Brésil) en 1991 et à Guadalajara (Mexique) en 1992 et organisés par le GREITD avec l'appui financier des universités locales, de différents ministères français et étrangers.

2. AFSAL (IHEAL) : Association française des sciences sociales sur l'Amérique latine ; CREPPRA : Centre de recherche en économie politique, publique et régionale de l'Université de Picardie ; ERSI : Équipe de recherche sur les systèmes industriels, unité associée au CNRS, Université de Picardie.

Schmidt. La confrontation des différentes expériences et des situations socio-économiques dans lesquelles elles ont lieu a été particulièrement riche.

Le rapport de l'État à l'économie, son (ses) évolution(s) récente(s) a fait l'objet d'une table ronde où ont été confrontées les expériences brésiliennes, argentines et mexicaines, après qu'une précédente réunion eut analysé les particularités des sorties de crise libérales en Argentine, au Chili, en Colombie, au Mexique, celles des impasses brésiliennes et l'évolution des pauvretés. D'autres tables rondes ont ensuite traité des politiques sociales (en Argentine, en Colombie, au Mexique) et plus particulièrement des réformes des systèmes de protection sociale privilégiant la capitalisation au détriment de la répartition, en soulignant le double aspect d'accentuation de l'exclusion et de renforcement de l'aspect financier. Enfin, un dernier atelier a permis d'avancer sur l'analyse du couple démocratisation-citoyenneté avec, notamment, des contributions sur le Brésil, l'Argentine et la Bolivie.

Les textes publiés dans ce numéro de *Lusotopie* abordent la situation brésilienne. Ils présentent le contexte et la signification des privatisations au Brésil, l'importance de la dérèglementation dans un secteur (le blé) et ses conséquences originales, différentes de celles qu'on peut attendre pour le secteur des télécommunications. Ils retracent de manière précise et nuancée un bilan de l'évolution de l'emploi et du revenu durant la "décennie perdue", en faisant ressortir la nouvelle situation créée, ces dernières années, par l'essor des investissements dits de productivité.

Pierre SALAMA

Université de Paris XIII, GREITD